

CIBLE

Infirmierie

Nous disions dans notre précédent numéro que les généraux de la guerre économique sont tout heureux de voir les brancardiers, les ambulancières et les médecins se dépenser sans compter pour secourir les innombrables victimes de leur stratégie.

Erreur. Lourde erreur de jugement ! Nous étions encore trop bienveillants, sans doute parce que nous refusons de poser en a priori le cynisme du milieu dirigeant.

Le baron Seillière a brutalement corrigé l'analyse. Le 22 janvier, lors du Forum de l'Expansion, il a regretté que, « *dans l'émotivité générale, on ne s'intéresse qu'à l'exclu, qu'à celui qui se trouve dans une situation de péril et de souffrance* », ajoutant qu'« *on ne peut pas mener les combats avec un regard concentré sur l'infirmierie* ».

La politique du Patronat est claire désormais : après l'hypocrisie d'un Périgot humblement soumis à l'État, après les mensonges d'un Gandois célébrant « l'entreprise citoyenne », un baron milliardaire proclame haut et fort son mépris pour les faibles.

A la manière de Jean-Marie Le Pen, Ernest-François Seillière dit tout haut ce que certains patrons pensent tout bas. C'est tout aussi abject.

ÉCONOMIE

L'illusion des libéraux

Institutions

**Joxe le
nostalgique**

p. 4

Travail

**Entretien :
Ph. Arondel**

p. 6/7

Quand les rats montent à bord

Dans cette chronique, il sera question d'animaux marins, de rats, et de capitaines, de boas, mais surtout d'une classe qui agonise dans le cynisme et le déshonneur.

L'époque est folle. De cette folie qui précède les catastrophes. Nous ne vivons pas dans un système, mais déjà dans sa caricature. Regardez le CNPF, qui se donne pour patron un baron milliardaire. Et Anne Sinclair, qui revient à la lucarne faire du Anne-Sinclair après le livre que Anne a consacré à Sinclair. Et François Hollande, qui croit diriger le Parti socialiste alors que Jospin-le-Rigide atteint presque le terme de sa régression libéral-molletiste. L'époque est folle. André Malraux l'a dit superbement, voici vingt années : « *Nous vivons une époque de psychodrame, et tous les rats qui ont occupé le bateau se sont mis des casquettes de capitaine* » (1). La folie n'a fait que croître car, aujourd'hui, les rats (2) ne quittent pas le navire en train de couler : ils se précipitent pour monter à bord, au son des flûtes ultra-libérales. Plus étrange encore. Ces

reniements glacés. Ces liquidations cyniques. On se vautre dans *Le Point*. On se roule dans *L'Express*. Nicole Notat célèbre la flexibilité. Martine Aubry casse le SMIC. Philippe Séguin bazarde les derniers restes de l'héritage gaullien en huit mots imbéciles : « *Aujourd'hui, tout le monde est libéral, même Castro !* ». En 1968, tout le monde était gauchiste, même Pompidou ? En 1940, tout le monde était hitlérien, même Pétain ? Et ainsi de suite. Le président de l'ex-RPR a inventé la formule qui justifie toutes les démissions, toutes les soumissions. Philippe Séguin. Main molle, mépris de fer. Je l'ai vu humilier ses conseillers, piétiner ses militants, dans l'alternance des ivresses de l'ambition et des gueules de bois solitaires. Toujours seul, mais puissant, il est désormais placé devant un choix de western : effacer Balladur et Sarkozy, ou bien être liquidé par le vizir déchu et absorbé par le petit boa de Neuilly. Quel

destin ! Bazardés sans l'ombre d'un remords, les jeunes séguinistes se souviennent-ils que nous les avons prévenus ? Les militants socialistes ne seront pas mieux traités. Répêtons que, de droite ou de gauche, les rats-capitaines se disputent la barre d'un navire en perdition : Les libéraux ont perdu la bataille idéologique : les milieux intellectuels sont de plus en plus hostiles à la Pensée unique. Les libéraux ont perdu la bataille de l'opinion publique qui a plébiscité les livres de Viviane Forrester et de Serge Halimi. Non aux *Chiens de garde* de ceux qui imposent *L'horreur économique* : c'est logique ! Les libéraux ont déserté tous les fronts du combat politique, ce qui les rend malheureusement vulnérables à la démagogie national-populiste qu'un mouvement révolutionnaire étoufferait par sa seule dynamique.

Les libéraux multiplient les tactiques défensives, comme l'ont toujours fait les dirigeants aux abois. **Pratique systématique du mensonge**, qu'il s'agisse des camouflages sémantiques (on est pour la souplesse contre la flexibilité), des manipulations statistiques, ou des innombrables sophismes qui tiennent lieu d'argumentation raisonnée. **Mesures autoritaires** (l'évacuation des Assedic par la police) et **actes de censure** commis par certains patrons de presse qui imposent une couverture minimale de l'agitation sociale.

Mais nos dirigeants savent que leurs jours sont comptés, et laissent paraître leur angoisse. Il y a par exemple cette pose historicisante qui conduit certains dirigeants politiques à faire paraître sous leur signature un ouvrage consacré à un grand homme d'État - depuis le *Henri IV* attribué à François Bayrou jusqu'au *François I^{er}* assemblé par Jack Lang en passant par le *Georges Mandel* revendiqué par Nicolas Sarkozy. Surtout, nous observons depuis longtemps la frénésie triste des uns, et cette manière qu'ont les autres de vérifier qu'ils marchent encore lorsqu'on leur dit que la mort est devant eux. **On avance**, disent-ils. Il faut refuser d'aller avec eux.

Sylvie FERNOY

(1) Cité par Olivier Germain-Thomas, *Les Rats Capitaines*, Editions livres Halier, 1978 - prix franco : 40 F.

(2) « Rat » n'est pas nécessairement une injure. Malgré l'ombre portée de Philippe Séguin, pensons aux *petits rats de l'Opéra*.

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :
 Adresse :
 Profession : Date de naissance :
 souscrit un abonnement de :
☐ trois mois (125 F) ☐ six mois (200 F) ☐ un an (300 F) ☐ soutien (600 F)
 ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

royaliste
 BULLETIN - DIRECTEUR POLITIQUE SEPTIMO RENOUVÉ
 SOMMAIRE : p.2 : Quand les rats montent à bord - p.3 : Le temps des sacrifices - La préférence vitrollaise - p.4 : A propos de la France - p.5 : Crise du politique - p.6/7 : L'homme-marché - p.8 : Algérie - Du travail pour tous - p.9 : L'illusion économique - p.10 : Princes - Grandeur et décadence - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Diviser pour dominer.
 RÉDACTION-ADMINISTRATION
 17, rue des Petits-Champs,
 75001 Paris
 Téléphone: 01.42.97.42.57
 Télécopie: 01.42.98.05.53
 Dir. publication: Yvan AUMONT
 Com. parit. 51700-ISSN0151-5772

Le temps des sacrifices

Toujours plus de concessions au patronat. Toujours plus de sacrifices imposés aux salariés. Telle qu'elle sera appliquée, la réduction du temps de travail se traduira par une immense régression sociale.

On lit, ici et là, que Lionel Jospin et Martine Aubry considèrent les 35 heures comme la grande réforme sociale de la législature, qui démontrera que le gouvernement est bel et bien « ancré » à gauche. Cette thèse séduit encore beaucoup de socialistes. Mais sa pertinence se réduit au fur et à mesure que Martine Aubry précise les modalités d'application de la loi. Le spectacle serait comique si les conditions de vie de millions de Français n'étaient pas en jeu :

Acte premier : sur le devant de la scène médiatique, les spadassins du CNPF hurlent qu'on les assassine tout en lardant Lionel Jospin de coup de poignards. Le tueur en chef, Seillière, dit Le Baron, règle les assauts tout en affirmant qu'il se bat contre le chômage. En coulisse, grands et petits patrons agissent comme ça leur chante.

Acte deux : à la manière de Jehanne La Pucelle, Martine Aubry bondit à la tête de ses troupes. Sus au Seillière ? Que nenni ! L'amie du Gandois distribue dispenses et prébendes dans le camp ennemi. A savoir ceci :
 - les entreprises de moins de 20 salariés ne sont pas obligées d'appliquer les 35 heures avant l'an 2 000, ce qui exclut le tiers des effectifs du secteur privé (5,4 millions de salariés) du champ d'application de la loi. Les effets théoriquement attendus sur l'emploi s'en trouveront réduits d'autant.

- les autres entreprises

(9 millions de salariés) bénéficieront de primes dégressives à l'emploi (entre 9 000 et 14 000 F par an et par salarié la première année, avec une prime supplémentaire de 4 000 F pour les entreprises de main d'oeuvre) si elles réduisent le temps de travail tout en augmentant les embauches. Ce qui montre que le gouvernement a cédé à la revendication patronale d'une baisse des charges, alors que l'effet de cette mesure sur l'embauche n'a jamais été démontré.

Acte trois : alors que le Parti socialiste avait promis que la réduction du temps de travail se ferait sans diminution de salaires, Jehanne La Fauche annonce au peuple ébaubi que pour mieux défendre le SMIC elle le coupe en deux (une moitié progressera normalement, une autre à vitesse réduite) tandis que ses sbires fredonnent l'air de la « modération » salariale et célèbrent des tâches qui se feraient avec plus de « souplesse ». Car les bons compaings de Lionel ne sauraient employer gros mots et jurons : par exemple « baisse » pour les salaires, et « flexibilité » pour le travail.

Criant toujours qu'on les égorge, les patrons veulent engager des négociations sur les 35 heures (dans les banques, les grands magasins) en cherchant à imposer réductions de salaires, flexibilité des horaires et annualisation du temps de travail. C'est une fantastique régression sociale qui se prépare.

Annette DELRANCK

La préférence vitrollaise

A Vitrolles, l'instauration d'une prime de naissance attribuée selon un critère de nationalité fait partie de la stratégie de Bruno Megret pour s'imposer comme le dauphin du chef du Front national.

Jean-Marie Le Pen et Bruno Megret sont deux hommes très différents. Le premier éructe ses imprécations et se délecte des réactions qu'elles suscitent. Le second parle sobrement, mais exécute avec froideur les programmes les plus sélectifs. Vitrolles, qu'il dirige au travers d'une femme-sandwich, lui sert de laboratoire pour tester la résistance des lois et de leur application.

Ainsi en est-il de la mesure que « le porte-parole de la mairie » a présenté à la presse le 22 janvier : une allocation municipale de naissance octroyée aux parents français ou européens des nouveau-nés de la localité. Une prime de 5 000 F à laquelle on a droit si l'on réside depuis au moins deux ans à Vitrolles et si l'on est « de nationalité française ou ressortissant d'un pays membre de l'Union européenne, dans chaque cas pour l'un des parents au moins ».

Sur un ton professoral, Bruno Megret indique que la nationalité française est requise pour entrer dans l'administration - ce qui est vrai - ou dans l'armée - ce qui est encore vrai - et qu'« il n'y a rien là que de très naturel ». Mais en ce qui concerne une allocation allouée aux seuls Français, c'est faux ainsi que l'a jugé le tribunal administratif de Paris dans l'énoncé d'un arrêté du 17 avril 1986. Ce jour-là, le tribunal rendait son jugement sur une mesure prise le 26 novembre 1984 par le Conseil

de Paris, créant une allocation de congé parental d'éducation au troisième enfant, réservée aux familles françaises.

Dans ses attendus, le tribunal considérait que l'on ne pouvait fixer « de conditions discriminatoires » à « une prestation versée sur fonds publics ». C'est bien de cela dont il est question.

Mais Bruno Megret n'en a cure. On peut se demander s'il a réellement l'intention de verser cette allocation ou s'il s'agit d'une opération politique double, dirigée à la fois vers l'extérieur et l'intérieur du Front national.

Vers l'extérieur en tentant de susciter des réactions de la classe politique et en réussissant un coup médiatique. Vers l'intérieur en montrant à Jean-Marie Le Pen que, pendant que celui-ci s'agit, Bruno Megret travaille. Ce qui ne peut manquer de séduire les militants.

Mais une fois de plus, dans cette opération, le Front national prend en otage ceux qui ne sont cités que par omission : les immigrés.

« Il faut se ressembler un peu pour se comprendre », écrivait Paul Géraudy, mais il faut être un peu différents pour s'aimer. Oui, semblables et dissemblables... Ah ! Qu'étranger pourrait donc être un joli mot ! » (1).

Robert GESNOT

(1) Paul Géraudy - « L'Homme et l'Amour ».

BRÈVES

♦ **RUSSIE** - C'est finalement à Boris Eltsine que devrait revenir la décision pour fixer le lieu définitif d'inhumation des cendres de Nicolas II. Depuis plusieurs mois, le gouverneur de Saint-Petersbourg, Alexandre Iakoviev, le maire de Moscou, Iouri Loujkov, et Edouard Rossel le gouverneur d'Iekaterinbourg, se disputent âprement les restes de l'ancien tsar. Le premier argue que tous les tsars sont enterrés à la cathédrale Pierre-et-Paul, le second excipe que Nicolas n'était plus tsar au moment de sa mort et qu'il faut donc l'inhumer au cimetière du monastère Novospasski avec le reste de sa famille, quand au troisième il voudrait que les dépouilles restent sur place « *afin qu'elles deviennent un objet de repentance* » pour sa ville. En principe, la cérémonie devrait avoir lieu le 17 juillet prochain, 80 ans jour pour jour après le massacre.

♦ **ESPAGNE** - Le prince Felipe, futur roi d'Espagne, vient d'avoir trente ans. Depuis la fin de ses études, en 1995, Juan Carlos l'associe très étroitement à ses activités et lui délègue d'importantes fonctions représentatives principalement dans le domaine international. Par ailleurs, sa popularité et son charisme aidant, il noue et entretient de très nombreux contacts personnels avec des représentants les plus divers de la jeunesse d'Espagne.

♦ **LESOTHO** - C'est en compagnie du président Nelson Mandela et devant un parterre de chefs d'État de la région que le roi Letsie III a inauguré le 22 janvier un des plus vastes systèmes d'irrigation du monde destiné à approvisionner en eau six des neuf provinces d'Afrique du Sud. Le Lesotho, petit royaume montagneux entièrement enclavé dans son grand voisin, est en effet un véritable château d'eau qui compte sur les redevances (55 millions de dollars par an) pour assurer son développement.

♦ **MAROC** - Lors de la dernière causerie religieuse du ramadan, celle de la « nuit du destin », le roi Hassan II - qui est également le chef religieux des Marocains - a rappelé fermement l'obligation du *zakat*, troisième « pilier » de la religion musulmane. Cet impôt religieux fait obligation au riche d'offrir une partie de ses biens aux pauvres. « *Le temps est venu pour qu'on applique plus dans les faits cette taxe au Maroc, car elle vise à atténuer les disparités sociales (...)* car l'islam prône l'égalitarisme entre les couches sociales ».

♦ **BELGIQUE** - Dans le discours prononcé le 27 janvier devant les principales autorités du pays, le roi Albert II a lancé un appel à une plus grande mobilisation en faveur de l'emploi et d'une justice plus humaine et plus efficace. « *Chacun doit accorder une priorité à l'emploi par rapport à l'accroissement des rémunérations. C'est un test tangible de la solidarité* ».

♦ **ÉTATS-UNIS** - Depuis deux ans, c'est à l'initiative de la *French American Friendship Foundation* que des messes afin d'honorer Louis XVI pour l'aide qu'il a apporté aux colons américains dans leur lutte pour l'indépendance ont été célébrées aux États-Unis (à Cleveland dans l'Ohio et à New York).

Institutions

A propos de la France

C'est le titre de l'ouvrage (1) où Pierre Joxe s'en prend sans ménagement au régime de la V^e République, et principalement à la fonction présidentielle.

Premier président de la Cour des comptes, fils de Louis Joxe - un gaulliste historique ministre du général de Gaulle - l'ancien ministre socialiste de l'Intérieur dont nous avons souvent reconnu le sens de l'État serait mieux placé que beaucoup pour avoir un regard synthétique sur nos institutions. Et de fait, il ne montre aucun goût pour la tarte-à-la-crème des constitutionnalistes de salon emmenés par le doyen Georges Vedel. Le quinquennat - cette réforme-fétiche de la droite-Libé à la gauche-Figaro ! - « *ne changerait pas grand-chose* », écrit-il, au caractère, selon lui « *baroque* » voire « *funeste* », de la révision constitutionnelle instaurant en 1962 l'élection du président de la République au suffrage universel.

Et de dénoncer le danger de « *faire élire quelqu'un directement, avec de grands pouvoirs, rééligible, pour une durée potentiellement illimitée. L'intéressé, explique-t-il, ne rêve pas à ce qu'il va pouvoir faire pendant son mandat, mais à s'inscrire dans une perspective illimitée. Ce qui est fou* ». En outre, Pierre Joxe s'inquiète de ce que le chef de l'État soit « *simultanément chef de l'opposition* » et de ce que les tensions de la cohabitation règnent en permanence, même quand les deux responsables de l'exécutif sont du même camp.

Cette vigoureuse contestation a l'intérêt de refléter le point de vue des jacobins, hostiles à toute autonomie et continuité historique chez la personne investie du pouvoir exécutif. En antimonarchiste conséquent, Pierre Joxe n'entre pas en coquetterie avec on ne sait quel présidentialisme à l'américaine, mais prône la restauration d'un régime parlementaire cousin de la III^e République.

Tout en ne cultivant pas sa nostalgie pour un régime qui a fait la preuve de sa malfaisance, nous sommes heureux de voir que ses autres critiques rejoignent les réserves que la Constitution, à nos yeux inachevée, de la V^e République nous inspire, même si ses conclusions diffèrent radicalement des nôtres.

Il est parfaitement vrai que la magistrature suprême risque d'être dévoyée par l'ambition ou l'aventurisme, et exact qu'elle entre actuellement en rivalité perpétuelle avec les ambitions du Premier ministre, qu'il soit du même bord ou non, mais toujours futur can-

didat au même Élysée. A ces dangers courus par l'État de droit peut seul remédier le « *couronnement de la démocratie* » par un roi aux pouvoirs sans doute plus modestes mais à l'autorité accrue, parce qu'indépendant des luttes partisans.

Reste à dire ce qui nous sépare fondamentalement de la « *tradition républicaniste* » de Pierre Joxe, comme les monarchiens de 1789 étaient opposés aux amis de Sieyès : il décrit comme « *fou* » et « *incohérent* » le caractère « *baroque* » d'institutions sous prétexte qu'elles font droit à la fois au court terme des opinions et au long terme « *illimité* » de l'histoire. **A nous, ce baroque-là paraît du meilleur réalisme.**

L'exemple qu'il choisit, de ces « *véhicules mixtes qui ont, à la fois, un moteur à explosion et un moteur électrique* » fonctionnant en alternance, serait justement l'un des plus raisonnables et souhaitables en ces temps où la pollution de l'air, et celle de l'État de droit, menacent gravement l'atmosphère de la Cité.

Luc de GOUSTINE

Pierre Joxe - « A propos de la France », Flammarion.



Un numéro spécial de 4 pages de présentation de notre projet politique.

Un outil exceptionnel pour faire connaître *Royaliste*.

Sa diffusion est entre vos mains !

Tarif : 10 ex. 15 F - 50 ex. 50 F

Enflure

Algérie

Naguère, certains sévissaient dans l'ultra-communisme tandis que d'autres enseignaient les vertus du socialisme. Puis ils dénoncèrent le Goulag, jurant qu'ils ne se feraient plus jamais les complices des maîtres-penseurs, du Pouvoir, de la maîtrise. Nous les avons crus...

Pourtant, pendant la tragédie yougoslave, ils devinrent les agents de relations publiques de tel ou tel seigneur de la guerre, mais montant des opérations communes... à Paris. Ceux qui connaissent la situation les dénoncèrent comme charlatans. Rien n'y fit : ils gagnèrent la guerre médiatique.

Et voici qu'ils reviennent. Bernard-Henri Lévy, André Glucksmann, Alain Finkielkraut, Jacques Julliard font maintenant la guerre civile d'Algérie. Sept ans après le début de la tragédie, ils prennent l'affaire en main, décrivent le terrain (rapidement visité à l'invitation d'on ne sait quelle fraction ou service du pouvoir algérien), dénoncent l'horreur comme s'ils en étaient les victimes ou les témoins, prennent parti pour les éradicateurs. Sur le brasier, comme en Bosnie, ils ne jettent ni eau, ni huile, mais quelques feuilles de papiers publiés à grands fracas.

On croit lire de purs moralistes et de grands politiques. Il ne s'agit que d'une association d'exploiteurs d'émotions premières. On croit qu'ils représentent « les Intellectuels ». C'est oublier l'action discrète et désintéressée de celles et ceux qui, comme Pierre Bourdieu, interviennent depuis le début du conflit pour alléger des souffrances et tenter de sauver des vies.

Sylvie FERNOY

Programme

Algérie Du travail pour tous !

Le chômage n'est pas un accident, ni une fatalité, mais une décision imposée par la classe dirigeante pour le plus grand profit de quelques-uns. Changer de logique est nécessaire et possible : en voici une démonstration chiffrée.

Non, l'auteur n'est ni paranoïaque, ni bas-marxiste, ni compilateur pressé de statistiques vaseuses. Jacques Nikonoff est un ancien ouvrier spécialisé (il connaît donc le fameux « terrain » que les hiérarques évoquent chez Michel Field) qui a pu faire l'ENA grâce à l'ouverture d'une troisième voie d'accès après 1981. Ce qui le met à égalité avec Nicolas Sarkozy, Philippe Séguin et François Hollande. De plus, l'homme qui accuse le milieu dirigeant n'est que le maître d'œuvre d'un long travail collectif (1) qui a mobilisé, au sein du mouvement « Un Travail pour chacun », plusieurs dizaines de fonctionnaires, de chefs d'entreprises, de syndicalistes, de chômeurs...

Du sérieux, donc. Et du juste. Cet acte collectif d'accusation est documenté, méthodique, et riche de bonnes matières à réflexions.

La documentation, c'est d'abord un ensemble de déclarations oubliées, toujours les mêmes depuis des années et martelées avec le plus grand sérieux. Sur le chômage, contre ce « fléau », les plans et les promesses de Martine Aubry, Édouard Balladur, Alain Juppé et Martine Aubry-bis se recourent, s'enchevêtrent, se décalquent. Seuls changent les articulations des discours, et le nombre des « priorités ». Il en est de

même lors des sommets européens, qui font alterner les fermes déclarations d'intentions et les pitoyables dérobades.

Nous n'en sommes qu'à la mise en bouche. Car il y a plus solide : une note confidentielle, rédigée par les services de Jacques Barrot, attestant que le taux élevé du chômage permet d'empêcher une hausse des salaires nuisible à la « compétitivité » - mot en forme de chapeau-claque où gîte un gras lapin nommé « profitabilité »... Le chômage est voulu ; tout le reste est enrobage.

L'accusation est grave. Elle est théoriquement fondée et empiriquement vérifiée, comme le montre Jacques Nikonoff dans une critique de l'ultra-libéralisme qui porte plus précisément sur l'énorme gaspillage qu'entraîne la mise en œuvre de l'idéologie dominante.

La prétendue « politique » de l'emploi n'est pas seulement inefficace : chaque année, elle coûte au contribuable mille milliards de francs en aides (au patronat), en allocations diverses (pour les chômeurs) et en pertes fiscales.

Chiffres à l'appui, Jacques Nikonoff prouve que des experts et des gestionnaires d'apparence raisonnable nous ont placés dans une logique démente. Au nom de la rigueur, on dépense à fonds perdus. Pour soutenir l'initiative privée, on asphyxie l'économie. Pour mobiliser la « ressource humaine » on condamne des millions de citoyens à l'inactivité, à la misère, au désespoir.

Critiquer n'est pas suffisant. L'équipe Nikonoff plaide pour un changement radical et explique comment agir de telle sorte que son mot d'ordre salutaire - *Un travail pour chacun* - ne soit pas un simple slogan. Le programme présenté est complet, cohérent, argumenté, chiffré. Il est séduisant, discutable, parfois léger (2), mais il offre une très sérieuse base de discussion à tous ceux qui, refusant l'ultra-libéralisme, préparent aujourd'hui la révolution économique et sociale.

Yves LANDEVENNEC

(1) Jacques Nikonoff - « *Chômage : nous accusons !* » - Editions Arléa, 1998 - Prix franco : 110 F. L'auteur sera l'invité de nos Mercredis parisiens, le 11 mars.

(2) Ainsi, on est surpris de lire que la proclamation de la République date de... 1789 ! Comment oublier que l'œuvre positive de la Révolution française s'est accomplie sous l'égide d'une monarchie qui tombe le 10 Août 1792...

Nouveautés proposées par le service librairie

- **L'Euro contre l'Europe** par Gérard Lafay - franco 100 F
- **L'honneur des pauvres** par Noël Cannat - franco 66 F
- **Mémoires d'un agent royaliste** par le marquis de La Maisonfort - franco 195 F.

Philippe Arondel, docteur en droit et en histoire économique et sociale, est aujourd'hui chercheur au Bureau d'études économiques et sociales de la CFTC. Il avait fait, il y a trois ans, une critique fondamentale du libéralisme dans *L'impasse libérale*. Son dernier livre, *L'homme-marché* montre comment la soumission de notre société au jeu du marché n'est pas une fatalité économique mais bien un choix politique. Il a accepté de nous expliquer son point de vue.

■ **Royaliste :** *L'homme-marché* aborde le thème du travail. Encore un livre sur cette « fin de travail » tant annoncée ?

Philippe Arondel : Il est vrai qu'on ne compte plus les livres parus sur la supposée « fin de travail » mais mon objectif est différent. Il s'agit de jeter un regard critique, à partir des textes de lois, de livres, de rapports officiels, sur ce qui est en train de se passer dans notre société.

■ **Royaliste :** Quels changements peut-on redouter ?

Philippe Arondel : Nous sommes en train de basculer d'une société « salariale classique » vers une société dans laquelle le salariat protégé d'hier disparaît et tend à être remplacé par de nouvelles formes d'emploi dites atypiques. Partant de cette idée, que je conteste, j'ai essayé de montrer que ce basculement de société qui se met en place n'est pas spontané et dû à quelque fatalité économique. C'est un choix politique fait par la classe dirigeante. Ces décisions ont été prises au nom de la lutte pour l'emploi et de l'urgence à sortir de la crise.

On peut sortir d'une crise par le haut, mais les libéraux ont choisi d'en sortir par le bas. Ce que l'on a appelé - à tort ou à raison - la crise, et qui faisait suite aux événements pétroliers, a été décrit

par les libéraux comme une crise de la régulation fordiste. Les libéraux ont, en effet, considéré que l'État providence était en crise et qu'il en résultait des phénomènes d'engorgement et de blocage. La solution pour en sortir était de déconstruire cet État providence et de reconstruire un autre type de régulation, plus favorable à l'échange marchand.

■ **Royaliste :** Quelles sont les étapes de cette déconstruction ?

Philippe Arondel : Je vois, pour ma part, trois problématiques qui sont au cœur de ce que les libéraux ont voulu faire dans le domaine du travail. Il y a le problème de la « réécriture à l'envers du droit du travail », le problème de la précarité (on parle maintenant de précarité !). Et enfin, comme dernier angle d'attaque, il y a ce que j'appellerai une nouvelle économie politique du temps.

■ **Royaliste :** Comment peut-on « réécrire le droit du travail à l'envers » ?

Philippe Arondel : Jusqu'à ces dernières années, il y avait l'ordre public social, c'est-à-dire trois sources de droit du travail : la loi, la convention de branche et l'accord d'entreprise. La convention de branche pouvait toujours déroger à la loi. Il en était de même pour l'accord d'entreprise par rapport à la convention de bran-

che, à condition que cela soit plus favorable au salarié. Or, nous savons tous que depuis les années 80, il y a une offensive qui a consisté à renverser cette hiérarchie pour que le droit soit de plus en plus un droit d'entreprise (elle n'y est pas encore totalement parvenue). Certains proposent même qu'à terme, l'entreprise ait la capacité de créer et de gérer son propre droit. La régulation de branche et la loi n'auraient plus alors qu'une dimension supplétive. Cela paraît irréel, cependant, peu avant les dernières élections, un sénateur RPR avait déposé un projet de loi qui préconisait exactement ce type de bouleversement. La droite ayant perdu ces élections, le texte est resté dans les cartons du RPR.

■ **Royaliste :** Quels seraient les effets de ces changements au sein du droit du travail ?

Philippe Arondel : Cette offensive se fait au nom du concept de subsidiarité, concept à la mode dont tout le monde ignorait la définition il y a quelques années. Il est aujourd'hui invoqué par tout le monde, y compris les trotskistes. Ainsi, s'appuyant sur cette subsidiarité, on énonce qu'il est normal que l'entreprise - l'échelon le plus bas - puisse se gérer elle-même. C'est ce que j'appellerais l'auto-gestion à visage patronal. Si demain chaque entreprise a son propre droit,

ce sera le retour à la féodalité. Chaque entreprise pourrait se livrer à une concurrence quasi suicidaire à partir d'un droit d'entreprise totalement manipulé. Je ne vois pas comment en effet les salariés pourraient s'opposer à cette évolution dans le contexte qui est le nôtre (7 millions de personnes en situation de sous-emploi !). Nous, syndicalistes, savons bien que dans certaines entreprises, notamment les PME, on peut difficilement empêcher la signature d'un certain nombre d'accords antisociaux. La mise en place de ce néo-contractualisme d'esprit libéral serait désastreuse, y compris pour les entreprises elles-mêmes.



Travail

L'homme-marché

■ **Royaliste :** Quelle est l'analyse libérale de la précarité ?

Philippe Arondel : La précarité est une question que l'on connaît bien. Mais ce que l'on connaît moins, c'est l'argumentaire avancé pour la justifier : on ne peut empêcher la précarité parce qu'il faut être réactif face au marché mondial. Le Plan, d'ailleurs, travaille sur ce sujet à partir du rapport Jean Boissonnat : « *Le travail dans 20 ans* ». Dans ce rapport est abordée la question de savoir comment précariser et flexibiliser « humainement », c'est-à-dire comment mettre en place un libéralisme qui ne serait pas

trop destructeur. M. Boissonnat et son équipe ont alors inventé le « contrat d'activité » qui devait, à terme, remplacer le contrat de travail classique. Il s'agirait par là de mettre en forme juridiquement les nouveaux types de parcours professionnels émergents : salarié passant sa vie dans une multitude d'entreprises, à des postes différents pour des temps de travail différents, alternant les années « sabbatiques », la reprise de ses études et des années de salariat « normal »...

■ **Royaliste :** La vie du salarié va littéralement éclater !

Philippe Arondel : La réponse que l'on donne c'est qu'il faut en finir avec le contrat de travail actuel. Il faut aller vers un contrat d'activité de cinq ans qui permettrait, pendant cette période, une certaine protection sociale. En ce qui concernerait les rémunérations... on ne dit rien.

Cela paraît être une idée séduisante mais qui soulève deux questions cruciales. D'abord, celle de la pérennisation de la précarité, ensuite, celle d'une certaine dérive sémantique : le mot activité n'a pas le même sens que celui de travail. Cette substitution n'est pas innocente : il s'agit de légitimer l'abandon de l'emploi normé fortien au profit d'une multi-activité à la carte, annualisée, flexibilisée, précarisée.

■ **Royaliste :** Où cette « précarité organisée » trouve-t-elle des appuis théoriques ?

Philippe Arondel : Il y a aujourd'hui une école américaine qui pousse très loin ce concept de précarité du travail. On peut appeler cela les thèses du « dé-salariat ». William Bridges, véritable théoricien du dé-salariat, affirme que « l'entreprise contemporaine cesse d'être une structure constituée d'emplois pour se transformer rapidement en champ de travail à accomplir ». Cela veut dire qu'à l'avenir nous allons tous devenir des sortes de travailleurs indépendants louant leurs services sur une base de relations contractuelles client/fournisseur.

Bridges précise d'ailleurs que travail et loisir n'étant plus calculés par référence à un emploi constant, « le temps passé hors du travail cesse d'être pris sur le temps d'emploi : c'est l'intervalle qui sépare deux missions ou deux projets. Et la retraite ? La multiplication des gens formant une entreprise à eux seuls fera de la retraite une question individuelle régie moins par la politique de l'entreprise que par les circonstances et les envies de chacun ». Le monde post-salarial nous est décrit comme « merveilleux », mais chacun y est un tueur dans la grande guerre économique, et le droit du travail à évidemment disparu.

■ **Royaliste :** En quoi cette restructuration du champ de travail a-t-elle partie liée avec ce que vous appelez une nouvelle économie politique du temps ?

Philippe Arondel : Le troisième angle d'attaque du néolibéralisme contemporain, c'est en effet l'idée d'aménagement du temps de travail et non de sa réduction. Aujourd'hui, par un certain nombre de techniques très perfectionnées, on est en train de remettre en cause les frontières qui existaient entre le temps de travail et le temps de non-travail. On nous dit toujours que ce n'est que le résultat des nouvelles technologies (ordinateur et téléphone portables). C'est vrai, mais il y a plus grave : les entreprises cherchent la flexibilité la plus

grande pour être en phase avec le marché, ce qui se traduit en pratique par des types d'aménagement de la durée du travail totalement défavorables aux salariés.

■ **Royaliste :** En quoi l'émergence de cette nouvelle conception du temps risque-t-elle de changer l'organisation de toute notre société ?

Philippe Arondel : Toute société se structure autour d'un temps dominant articulant tous les autres : le temps politique, le temps marchand, le temps religieux... Or, le libéralisme essaie de nous faire basculer dans une société où le temps marchand serait devenu dominant. L'aménagement du temps de travail est pensé aujourd'hui comme l'un des outils techniques permettant d'établir cette domination.

Il risque donc d'y avoir un remodelage de toute la société au profit de la seule temporalité marchande, d'où le titre de mon livre. Nous pouvons devenir demain des hommes programmés par le marché et pour le marché.

Aujourd'hui, nous sommes encore dans une phase de transition marquée par le chaos et l'atomisation, mais il faudra bien qu'un jour ou l'autre il y ait retour à une concordance des temps. Ce qui est dramatique, c'est que cette concordance a toute chance de déboucher sur un véritable impérialisme du temps marchand.

Propos recueillis par
Remi TISSOT

Philippe Arondel

L'homme-marché

Desclée de Brouwer

prix franco : 100 F

OFFRE : *L'homme-marché* plus *L'impasse libérale* : franco 180 F.

Crise du politique

Crise financière, crise économique, la crise asiatique est d'abord une crise politique. C'est ce que le F.M.I. s'évertue à ne pas comprendre...

Le F.M.I. clame tout haut qu'il agit dans le respect des souverainetés. « *Je rejette tout reproche d'ingérence* » proclame son directeur français, M. Camdessus. Certes, il traite avec des pouvoirs souverains. Ce n'est un secret pour personne qu'il est plus à l'aise avec tel président ou tel ministre que tel autre, surtout s'ils ont fait leurs classes dans les institutions de Bretton Woods. Le modèle de gouvernance, sous couvert de bons sentiments, n'est autre que celui de la démocratie anglo-saxonne, le système constitutionnel des pères fondateurs, fondé non sur l'élection par le peuple mais sur la séparation des pouvoirs et la suprématie du pouvoir judiciaire. En Afrique, on accordera la préférence aux ex-colonies britanniques qui procèdent à moins d'élections que les francophones, peuvent garder des aspects autoritaires, parfois même avec des responsables militaires, mais qui sont supposés avoir une autre culture juridique. Le libéralisme politique doit passer avant la démocratie. Pourquoi ? Parce qu'il va de pair avec le libéralisme économique dont l'axiome de base est la stabilité des contrats, juridiquement garantie, alors que la démocratie donne aux gouvernants le pouvoir d'interférer, crée un élément d'incertitude dans les relations d'affaires, les cours de la Bourse et les taux de change.

Le développement asiatique finalement s'est réalisé dans

une certaine entente avec une forme de despotisme éclairé dont le Premier ministre de Singapour s'était fait le héraut sous couvert de « modèle confucéen ». La sainteté des contrats est à la base du capitalisme chinois à travers toute la diaspora. Quelle perte de face que l'actuel embrouillamini financier ! On avait fait de l'autoritarisme politique une condition du libéralisme économique. Aujourd'hui, au contraire, on voudrait en faire le bouc émissaire de la crise. Ces pouvoirs autoritaires se révèlent des obstacles aux mesures de libéralisation économique jugées nécessaires par rapport aux protections et autres collusions du public et du privé, toutes choses dont hier on vantait l'efficacité.

La réalité est autre. Cette forme spécifique de gouvernement asiatique n'est pas tant responsable de la croissance économique ou aujourd'hui du déficit financier que la croissance d'un déficit du politique. Si les régimes étaient si stables, ce n'est pas parce qu'ils étaient autoritaires ou à parti dominant, mais parce que le politique y était totalement éclipsé par l'économie comme activité et comme imaginaire, comme l'avait relevé il y a déjà quelques années Jean-Luc Domenach, un des grands connaisseurs de l'Asie. Le changement ne sera donc pas apporté, comme le croient les experts économiques internationaux, parce que le régime va se libéraliser, si par liberté on entend les libertés écono-

miques et les libertés politiques dans la seule mesure où elles vont de pair avec les premières. Moins de combinaisons et plus d'entreprises moyennes. Moins de banques et plus de transparence. Moins d'obstacles tarifaires et non-tarifaires et plus de flexibilité du travail. Ou parce qu'un technocrate formé dans une école de droit ou de commerce aux États-Unis va remplacer un général qui a fait des stages à West Point.

Le changement en Asie serait la restauration du politique. En Thaïlande, la monarchie a réussi, vaille que vaille, à maintenir un espace - si tenu soit-il - qui échappe à l'universelle corruption. Elle conduit la réforme constitutionnelle qui doit assainir la classe politique, le financement des partis et les élections. En d'autres endroits, ce rôle peut être joué par quelques institutions restées fortes au sein de la société civile, les associations musulmanes en Indonésie, l'église catholique en Corée du Sud. Une tenta-

tive, au Japon, pour former un grand parti d'opposition, autorisant l'alternance tranquille, avait reposé sur une grande école de pensée bouddhiste. Elle a piteusement et regrettablement échoué.

En Corée du Sud, l'élection surprise de M. Kim Dae Jung en décembre, qui sera installé fin février, a suscité des réactions mitigées aux États-Unis. On ne se faisait pas à l'idée que le dissident de toujours, donc opposant éternel de la politique américaine en Corée, un complet *outsider*, parvienne au pouvoir à Séoul. Comme quoi les révolutions politiques nécessaires ne sont pas aisées à faire entrer dans les mentalités à Washington même eu égard à l'ampleur de la crise financière. Il est vrai que, sans une telle restauration du champ politique, l'essentiel de la substance bancaire et industrielle du pays aurait en toute liberté glissé du côté des banques et des sociétés américaines. Un pouvoir politique authentiquement démocratique, « populiste » par définition selon les critères d'outre-Atlantique, leur fait peur. Le président Kim a la lourde tâche d'innover, de mener la première expérience démocratique en Extrême-Orient, dans un pays où les syndicats sont puissants. En d'autres temps, il n'y a pas si longtemps, on voyait en lui un « rouge ». Les généraux, grands amis des Américains, sont eux passés directement du pouvoir à la prison. On s'explique quelque mauvaise grâce.

Yves LA MARCK

UNE TRAGÉDIE BIEN FRANÇAISE

Le Front national contre la nation

par Bertrand Renouvin

prix franco : 115 F

L'illusion économique

Emmanuel Todd s'est déjà fait connaître par une série de travaux, toujours stimulants, propres à réveiller les esprits de ce que le vieux Kant appelait « le sommeil dogmatique ». Avec son dernier essai, il franchit une étape de plus, tapant en plein dans le mille, c'est-à-dire dans ce qu'on appelle la pensée unique qu'il nous persuade de nommer par son vrai nom la **pensée zéro**. Je conseille à tous ceux qui se passionnent pour l'économie et à tous ceux qui sont par trop impressionnés par elle, toutes affaires cessantes, de se saisir de ce livre intempestif et indispensable. Car voilà, enfin, de l'économie réelle ! J'exagère évidemment parce qu'il y a en France même d'excellents économistes, et aux États-Unis aussi, qui n'ont pas peur de bousculer les idées reçues notamment sur le libre-échange qui est aujourd'hui quasiment imposé dans l'inconscient, à ce point qu'avouer la moindre réticence à son égard voue à la honte rougissante.

Le parti pris d'Emmanuel Todd joue en faveur d'une économie pragmatique à l'encontre d'une économie scolastique. La première « *part de la vie économique réelle, dans sa diversité historique et géographique, pour en donner une représentation simplifiée mais utilisable dans un schéma causal* ». La seconde « *part de l'axiome de l'homo oeconomicus, calculateur et rationnel. Elle en déduit des lois puis cherche dans la réalité ce qui peut avoir un rapport avec ces propositions a priori* ». Comme exemple historique de cette économie scolastique, l'auteur nous renvoie à Adam Smith, qui dans *La Richesse des nations* paru en 1776 présente le libre-échange comme la voie royale vers la prospérité alors que le Royaume-Uni a précisément décollé dans des conditions protectionnistes. Nous sommes en plein dans cette mauvaise scolastique qui réduit la planète et les acteurs de la production à de purs êtres de raison, imaginaires, en spéculant, de la façon la plus fantasmagorique, sur « *l'optimisation de leurs transactions* ». Tel est bien le cas de figure aujourd'hui où la mondialisation est le maître mot, sensé assumer tout le dynamisme d'un développement inouï, alors qu'il faut constater au contraire un ralentissement de la croissance.

Emmanuel Todd revient sans cesse aux grandes données de l'économie mondiale, en approfondissant au maximum sa réflexion sur les causes. Et celle-ci nécessite d'abord la prise de conscience du fait qu'il n'y a pas de sphère économique en soi, et que celle-ci s'enracine dans une profondeur anthropologique et culturelle, qui nous fournit des clefs de compréhension indispensables. Dans des travaux précédents, le chercheur a fait part des conclusions auxquelles il est arrivé dans le domaine des sciences sociales. C'est pour lui, la structure familiale qui nous éclaire d'abord sur les tendances et les habitudes d'un groupe social. Je ne puis

exposer ici les grandes catégories de son analyse, qu'il fait fonctionner, de façon étonnante, dans son nouveau livre. On peut faire des objections à sa démarche, trouver que parfois il va un peu loin dans la systématisation. Mais pour l'essentiel, et dans le cas des différences fondamentales qui expliquent l'hétérogénéité du champ économique mondial, Todd est convaincant et souvent magistral.

On saisit ainsi ce qui sépare le monde anglo-saxon où prédomine la *famille nucléaire absolue*, du Japon et de l'Allemagne, deux nations aux comportements étrangement analogues et qui se retrouvent dans une structure commune de *famille souche*. Il s'agit, à l'inverse du précédent d'un système où prédomine une conception non individualiste. La France, pour sa part, constitue un mixte d'individualisme et de communautarisme, à cause du contraste entre le Bassin parisien et certaines régions périphériques. Ces distinctions permettent de comprendre pourquoi le monde anglo-saxon se résout si facilement à ce qu'on appellerait chez nous la fracture sociale. Elle permet de comprendre aussi la différence d'attitude à l'égard de la monnaie, complètement pragmatique chez les Américains, beaucoup plus autoritaire chez les Allemands et les Japonais. L'Euro a été conçu sur le modèle allemand qui ne correspond absolument pas aux caractéristiques françaises.

par Gérard Leclerc



Mais il faut en venir très succinctement aux mythes de la pensée unique. L'un des plus prégnants tient à l'exemple américain, sans cesse célébré comme la panacée. Qui n'a entendu l'affirmation selon laquelle les États-Unis auraient résolu le problème du chômage et constitueraient un système de plein emploi. Emmanuel Todd décortique minutieusement la situation de ce pays phare et aboutit à des conclusions qui refroidissent l'optimisme de règle. Baisse de niveau culturel, déficiences alarmantes dans le domaine de la santé. Il remarque que les États-Unis créent des emplois mais de moins en moins de biens, et des emplois de faible productivité. Si le pronostic n'est pas complètement négatif, il reste problématique. Il y a en fait rétraction relative de la puissance américaine, compensée par un dynamisme démographique.

En ce qui concerne le fonctionnement général de l'économie mondiale, il peut se concentrer sur cette remarque de fond : « *Comment ne pas voir que l'adaptation incessante à la concurrence extérieure détruit tendanciellement les demandes intérieures et donc, par agrégation, la demande mondiale ? Comment ne pas voir que la contraction démographique a des implications économiques massives, dont un déficit supplémentaire de la demande ?* ». Le souci de vendre au meilleur compte sur le marché mondial a pour contrepartie de rogner sans cesse sur le coût du travail, au risque d'affaiblir constamment le pouvoir d'achat des consommateurs. C'est du bon sens élémentaire. Mais il semble, à l'heure présente, le plus mal partagé. Le libre-échange fait loi, et il est incongru de le discuter. Pourtant, l'histoire économique devrait balayer les idées préconçues. Rien ne s'est passé, comme le prétendent les théoriciens mal inspirés par Smith et Ricardo. Surtout, l'abaissement des barrières douanières s'est accompagné d'une chute du taux de croissance mondial et d'une régression sociale de plus en plus manifeste.

Il faudra donc bien revenir aux réalités et constater que même économiquement la nation demeure, comme le disait François Perroux, une modalité forte de l'activité et des échanges. Faire systématiquement ce que Todd appelle de l'*antinationalisme* est un très mauvais service rendu à l'économie et au genre humain.

Emmanuel Todd - « *L'illusion économique* - essai sur la stagnation des sociétés développées » - Gallimard - prix franco : 120 F.

Princes

Grandeur et décadence

Ceux qui, il y a un an, avaient eu la chance de voir la série d'émissions « *Les aigles foudroyés* » avaient été frappés de leur richesse iconographique et de la quantité de documents inédits que Frédéric Mitterrand avait retrouvés pour réaliser cette chronique de la fin des grands empires.

Aujourd'hui il est l'un des fondateurs d'une nouvelle revue bimestrielle dont deux numéros sont déjà parus et qui se définit comme « *le magazine d'histoire et d'actualité des Familles royales* ». Dans son éditorial Frédéric Mitterrand explique : « Princes d'Europe et d'ailleurs est destiné à faire mieux connaître l'histoire des familles royales et à faire retentir les qualités morales, esthétiques et sociales animant leur univers ». Il souligne par ailleurs que l'« on peut aimer la République et les Princes ; les démocraties couronnées qui ont résisté aux orages de l'histoire unissent idéalement une aspiration universelle de liberté et d'efficacité politique à la poésie des souvenirs collectifs et des traditions qui perdurent ».

Alliant agréablement les nouvelles actuelles des familles royales avec d'importantes rétrospectives historiques, abondamment illustrée, d'une présentation luxueuse, *Princes d'Europe et d'ailleurs* devrait combler à la fois ceux qui s'intéressent aux monarchies et les amateurs d'Histoire.

Yvan AUMONT

La revue *Princes d'Europe et d'ailleurs* n'est pas diffusée dans les kiosques et se vend uniquement par abonnement. Son adresse : 62 rue Lauriston, 75116 Paris.

Peu après la mort du « dernier empereur » paraît la première biographie de S.M. Bao Daï. Nous l'appelions de nos vœux (1) mais le résultat est tout de même sujet à quelques critiques.

Ouvrage documenté, fruit d'un travail sérieusement mené, il suit la chronologie d'un règne de près de vingt ans, auxquels s'ajoutent les années où Bao Daï fut « conseiller suprême » du gouvernement Viêt-minh, puis chef de l'État, jusqu'à sa déposition en 1955. Il apporte de la clarté sur une période compliquée, riche en rebondissements, et peu familière au lecteur.

Mais le personnage lui-même n'est pas suffisamment éclairé ou plutôt l'éclairage lui est systématiquement défavorable : les archives qui ont servi de base à ce travail reflètent en effet l'action des autorités qui, appliquant une politique de lutte systématique contre les institutions établies, n'ont cessé de marginaliser la fonction impériale et de ridiculiser « le Fils du Ciel ». Tous les prétextes leur sont bons pour le discréditer : des bruits sur sa légitimité, sa passion de la chasse et du jeu, ses séjours sur la Côte d'Azur, son intérêt pour la gent féminine...

En fait, les traités, la pratique administrative et les événements lui ont laissé une faible marge de manœuvre. « *Le roi s'engage à respecter les conventions diplomatiques existantes avec la France. S'il n'en n'observe pas les dispositions, il sera censé avoir abdiqué la royauté* » précise l'un des traités.

Pour le quotidien, la tutelle était rude : il fallait « *trois signatures françaises pour décerner les palmes académiques aux maîtres d'école* ».

annamites ou celle d'un adjutant pour doter sa voiture de nouveaux pneus ».

Quant aux événements, leur succession chaotique impliquait des choix contradictoires... ou un attentisme prudent : on lui reprocha ses choix et sa prudence.

Il faut rappeler cependant que dans les années 30 une « *immense espérance s'incarnait dans le jeune souverain* », encouragée par l'administration coloniale : parallèlement à un important effort de propagande destiné à le faire connaître à la population, un programme de réformes est envisagé. Le gouverneur général de l'époque écrit au ministre des Colonies à son sujet : « *J'ai toujours été frappé par le sérieux de son esprit et la maturité de son jugement ; je suis sorti des entretiens que j'ai eus librement avec lui avec la meilleure impression. Il serait vraiment désespérant que dans l'avenir, les fruits ne répondent pas à la promesse des fleurs* ».

Il n'y eut pas de suite à ces tentatives ; l'auteur précise la réaction de l'empereur : « *Bao Daï, après quelques mois de règne, réagit comme les monarques qui l'ont précédé. Quelques années d'espoirs déçus les ont dégoûtés, eux aussi* ». On aimerait mieux connaître pourquoi Paris a renoncé aussi rapidement.

Pourtant l'évolution vers une monarchie constitutionnelle et vers l'indépendance pouvait être un objectif raisonnable, mais sans doute étranger à la « culture » des administrateurs.

Pour le quotidien, la tutelle était rude : il fallait « *trois signatures françaises pour décerner les palmes académiques aux maîtres d'école* ».

Bao Daï revient à la charge en 1945 dans une lettre au général de Gaulle : « *Je vous prie de comprendre que le seul moyen de sauvegarder les intérêts français et l'influence spirituelle de la France est de reconnaître franchement l'indépendance du Viêt-Nam et de renoncer à toute idée de rétablir ici la souveraineté ou une administration française sous quelque forme que ce soit* ».

Plus tard, l'indépendance est finalement acceptée par la France. Et c'est de Lattre qui est chargé de la mettre en œuvre et qui déclare : « *S.M. Bao Daï est le symbole, le support nécessaire de l'unité du Viêt-Nam. Héritier jeune et moderne d'une vieille dynastie, il peut seul sauver l'âme de l'Annam* ».

Les accords de Genève sonneront le glas de cette unité pour laquelle Bao Daï avait tant bataillé.

Incidentement, les dernières pages du livre apportent une surprise : un portrait de Bao Long, le fils aîné de Bao Daï, présenté comme l'antithèse sympathique de son père.

Ce prince travaille aujourd'hui dans une grande banque du quartier de l'Opéra. Cela n'est guère original... ce qui l'est davantage, c'est son parcours. Élève brillant, il entre à Saint-Cyr où il se lie d'amitié avec le futur général Morillon. Il participe ensuite à la guerre d'Algérie dans la Légion étrangère.

Il représente l'espoir... bien mince, d'un Viêt-Nam moderne réconcilié avec son passé.

Bernard JAVAULT

(1) cf. *Royaliste* n° 691 : « *J'ai enterré un empereur...* ».

(2) Daniel Grandclément - « *Bao Daï ou les derniers jours de l'empire d'Annam* » - Ed. J.-C. Lattès - prix franco : 146 F.

Royaliste dans la bataille !

Depuis 1994, depuis *Derniers jours avant la révolution* de Bertrand Renouvin, nos analyses n'ont malheureusement pas été démenties : la révolte est là qui court d'une grève à l'autre, d'un mouvement à l'autre. Celui des chômeurs est le dernier en date.

Une fois encore la révolte a cherché une issue, attendu un projet. Sourds ou aveugles, en tous cas étrangers au peuple, nos dirigeants, quels qu'ils soient, refusent d'arrêter une logique ultra-libérale qu'ils n'ont jamais vraiment combattue.

Il est pourtant grave que le pays accumule des révoltes sans lendemain. La colère ainsi rentrée prépare une explosion qui, si aucune perspective ne lui est offerte, si aucun projet ne vient la mûrir, si aucun sens ne lui est donné, peut nous conduire à une tragédie.

Vingt ans de recherche, de réflexion, de débats et surtout d'engagements ont mis *Royaliste* en accord profond avec la vie de la nation, avec ses attentes et ses espérances. C'est pourquoi, vous le savez, *Royaliste*, ne cherche pas à empêcher cette explosion mais veut lui donner une réponse politique, en l'occurrence un projet.

Ce projet existe. Nous vous en avons présenté une synthèse l'été dernier dans un numéro spécial de quatre pages. *Royaliste* qui entretient la mémoire politique du pays veut simplement pouvoir le rappeler à son projet historique : la défense de l'État, de la nation, de la justice sociale, de la liberté face aux tyrannies anciennes et modernes.

Royaliste peut contribuer à relier ces luttes entre elle pour que l'avenir qu'elles ouvrent reste fidèle à notre histoire, manifeste notre souci commun de justice et de liberté.

Pour que *Royaliste* nourrisse les révoltes à venir, les préserve de la violence et les réunisse pour accomplir la révolution politique, il faut que votre aide soit à la mesure de l'enjeu.

La campagne d'abonnements-découverte que nous lançons **doit, semaine après semaine, mois après mois, nous donner l'audience nécessaire pour que toutes ces années de patiente attente débouchent sur une espérance.**

Soyez les compagnons de route de cette aventure.

Nicolas LUCAS, délégué national de la NAR.

■ **Première étape** - La première étape de notre campagne vise la multiplication des abonnements d'essai à partir desquels un travail de prospection rigoureux sera effectué. C'est au financement de cette grosse campagne d'essai et de prospection que nous vous demandons de contribuer en prenant en charge le suivi d'un, deux trois (ou plus) de ces abonnements sur une base de 110 F. Merci de votre mobilisation.

AGENDA

♦ **FORMATION** - Les 24 et 25 janvier la deuxième session de politique appliquée, organisée par l'Association de formation aux Responsabilités civiques, a réuni à Angers une petite quarantaine de militants de la NAR, mais aussi d'autres organisations. L'AFRC a vocation à réunir ainsi ces militants associatifs, civiques ou politiques et à les confronter avec un fait de société ou une notion fondamentale de la vie politique. Cette fois-ci, avec Hervé Rumin, Anicet Le Pors, ancien ministre de la Fonction publique, et Bertrand Renouvin ils ont découvert ou redécouvert l'État de droit. Session réussie à tous points de vue puisque les échanges, vifs mais rigoureux, entre les intervenants ou les participants n'ont empêché ni la bonne humeur ni les moments d'émotion. La prochaine session qui sera consacrée à un thème d'actualité : « *Sortir de la crise* » se déroulera les 25 et 26 avril. Demandez le programme !

♦ **BERNANOS** - Gérard Leclerc présidait une des séances du colloque « *Hommage à Georges Bernanos* » qui a eu lieu les 28 et 29 janvier. Au cours de celle-ci la comtesse de Paris a évoqué les souvenirs de ses rencontres avec l'écrivain au Brésil pendant la dernière guerre. Parmi les nombreux autres intervenants l'on notait les noms de Pierre de Boisdeffre, Jacques de Bourbon Busset, Jean Foyer, Jean Lacouture, Mme Geneviève de Gaulle-Anthonioz, Marcel Jullian, Régine Pernoud.

♦ **RENNES** - Bertrand Renouvin était à Rennes, le 6 février pour participer, dans le cadre du Congrès de SOS racisme à un débat sur le Front national. Le soir même Didier Le Roué avait réuni adhérents, sympathisants et lecteurs de *Royaliste* pour leur permettre de parler avec notre directeur politique de la situation sociale, économique et politique du pays et, bien entendu, de stratégie.

ILE-DE-FRANCE

ATTENTION : NOUVEAUX HORAIRES !

RÉUNION MENSUELLE - Samedi 7 février à 14 h, réunion mensuelle de la Fédération. Cette réunion est ouverte à tous ceux qui veulent aider à l'action de la NAR en Ile-de-France. Les sympathisants ou les nouveaux lecteurs sont tout spécialement invités à venir prendre contact avec nous à cette occasion.

FORMATION - Samedi 7 février à 16 h, cinquième séance du séminaire de formation des militants et sympathisants d'Ile-de-France. Thème : « *Introduction à l'économie politique : L'échange* (fonction de l'échange, conditions générales de l'échange marchand, le don) ». Animée par Bertrand Renouvin, les séances durent 1 h 30 (Trois quarts d'heure d'exposé suivis d'un débat).

MAINE-ET-LOIRE

Permanence hebdomadaire tous les jeudis de 18 h à 20 h à la Taverne de l'Écubier, 20 rue Chateaugontier à Angers. Lecteurs de *Royaliste* et sympathisants, curieux ou membres d'organisations diverses qui veulent en savoir plus sur la NAR sont cordialement invités à venir nous y rencontrer.

LOIRE-ATLANTIQUE

NOUVEAU - Ouverture d'une permanence le dernier jeudi de chaque mois de 17h30 à 19h30 à l'Hôtel de Vendée, allée du Cdt Charcot à Nantes. Lecteurs et sympathisants seront les bienvenus.

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 10 F est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'« *abonné des mercredis* » annuelle (50 F) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 30 F).

● **Mercredi 11 et 18 février** : Pas de réunion en raison des vacances d'hiver.

● **Mercredi 25 février** : Pourquoi sommes-nous fascinés par les tueurs en série ? Pourquoi des foules immenses se sont-elles mises en mouvement lors de l'affaire Dutroux ? La Justice peut-elle dire le Bien et nous délivrer du Mal grâce à un « traitement » efficace des criminels ? Président de l'Institut des Hautes études sur la Justice et invité régulier de nos réunions, **Antoine GARA-PON** viendra nous présenter les conclusions d'une réflexion sur « *La Justice et le Mal* » qu'il a menée en compagnie de philosophes et de juristes.

Pour recevoir régulièrement le programme des « *mercredis* » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une « *carte d'abonné* » (50 F pour l'année)

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

.....

.....

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Diviser pour dominer

La guerre de tous contre tous n'est pas seulement la conséquence logique d'un système conçu et appliqué selon l'idéologie meurtrière de la concurrence.

Par choix délibéré ou par instinct de survie, le milieu politique cherche à dresser les groupes sociaux les uns contre les autres, en exploitant les préjugés, les jalousies, les intérêts, les hiérarchies. Pour cette sale besogne, il est remarquablement soutenu par certains journaux (*L'Express* et *Le Point* tout particulièrement) et par des valets de plume qui organisent de véritables campagnes de propagande.

Campagne contre les fonctionnaires, à l'automne de 1995. Campagnes récurrentes contre les professeurs. Campagne contre les retraités, beaucoup plus insidieuse puisqu'elle consiste à présenter comme vérité sociologique le caractère inéluctable du conflit entre une jeunesse appauvrie et des vieux qui vivraient dans un insupportable confort...

La droite libérale n'a plus le monopole de ces manoeuvres de déstabilisation. La nouvelle gauche « réaliste » utilise les mêmes procédés - ceux des gouvernants faibles qui cherchent à diviser pour dominer. Les provocations de Claude Allègre créent de violentes tensions au sein de son ministère et suscitent la colère du corps professoral. Plus grave encore, la déclaration dans laquelle le Premier ministre oppose les Français et les chômeurs en lutte, et qui voue par conséquent ces derniers à une double exclusion - du monde du travail et de la nation.

Et puis il y a, depuis des années, la pression morale de celles et ceux qui nous traitent comme des enfants. Fonctionnaires, nous devrions nous estimer heureux de ne pas connaître l'angoisse du licenciement. Salariés appauvris, notre sort est plus enviable que celui des chômeurs paupérisés. Chômeurs, nous devrions avoir honte de demander plus d'argent au contribuable. Bénéficiaires d'un logement, nous sommes privilégiés par rapport à ceux qui dorment dans les asiles de nuit.



Sans oublier les jeunes exclus du RMI qui ont la chance d'être entretenus par leurs parents ou grands parents... Bientôt, on traitera de privilégiés les bénéficiaires du SMIC maintenu, par rapport à ceux qui devront se contenter du « revenu minimum mensuel ».

Sous la compassion, un moralisme de chaisière sadique. Et si l'injonction ne suffit pas, la matraque.

Il ne faut pas avoir honte. Il ne faut pas accepter qu'on ajoute à la gêne ou à la détresse matérielle le poids des paroles par lesquelles on cherche à nous humilier. Il ne faut pas tomber dans le piège qui consiste à traiter en ennemi les autres victi-

mes du système d'exploitation et d'appauvrissement. C'est contre le milieu dirigeant, c'est contre les chefs des partis néo-libéraux et contre les dirigeants du Patronat qu'il faut tourner sa colère.

Nous ne sommes pas dirigés par des gens moraux. Ils enseignent le sacrifice et vivent dans le luxe. Ils affirment se soumettre à la vérité des faits et passent leur temps à mentir. Ils n'ont pas le courage de changer de direction alors qu'ils avouent, en privé, qu'ils avancent vers une impasse. Ils tiennent leurs alliés par le chantage. Chantage aux sales révélations. Chantage aux places éligibles. Comment croire encore à l'honnêteté et au courage de ces saintes-nitouches de vitrail ? Moralisme quand ils se croient assez forts. Pragmatisme quand ils font le choix des lâches.

Nous ne sommes pas dirigés par de vrais responsables. Le milieu dirigeant se décharge sur la société de ses obligations essentielles (« le propre de la puissance est de protéger ») au nom des valeurs de solidarité, puis il dresse les citoyens les uns contre les autres. On exalte l'entraide civique quand il s'agit de se défausser. On suscite les rivalités quand il importe de se préserver.

Nous ne sommes pas gouvernés par des Politiques. Diviser pour dominer, cela signifie qu'on regarde la société comme un adversaire, d'autant plus redoutable qu'il est devenu étranger au milieu dans lequel on vit, alors que le propre du pouvoir politique, sa fonction effectivement symbolique, c'est de relier les citoyens et les groupes divers dans une même unité, autour de valeurs communes : non pas le despotisme (mal) éclairé, mais la démocratie ; non pas la concurrence sauvage qui viole la loi et détruit le droit, mais la justice ; pas la soumission à la tyrannie des « marchés », mais la liberté.

Bertrand RENOUVIN